

Déclaration de transparence - élus de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée III

Année concernée : 2024
 Nom Prénom de l' élu.e : BAYLE RÉGIS
 Date de début du mandat régional : 02/07/2021
 Mandat régional : Conseiller Régional
 Groupe Politique : Socialistes et Citoyens d'Occitanie

MOYENS FINANCIERS

Montant perçu au titre de l'indemnité de mandat : 32 506,08 €
 Référence : indemnité annuelle brute

L' élu.e perçoit-il/elle d' autres moyens financiers liés à son mandat régional ? NON

Le Conseil Régional prend-il en charge les frais de transport pour les seuls déplacements que l' élu.e engage dans l'exercice de son mandat ? OUI
 Pour les seuls déplacements nécessaires pour l'exercice de son mandat (réunions du Conseil Régional, Commission Permanente, commissions sectorielles, réunions de travail ou événements justifiés), l' élu.e est remboursé.e sur justificatif de déplacement, par le biais d'une indemnité kilométrique forfaitaire, et/ou des frais kilométriques sur justificatif de paiement (selon le barème prévu par le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 et/ou des billets de transport sur présentation de justificatif de paiement).

Le Conseil Régional prend-il en charge les frais de restauration et d'hébergement pour les déplacements que l' élu.e engage dans l'exercice de son mandat ? OUI
 Pour les seuls déplacements nécessaires pour l'exercice de son mandat (réunions du Conseil Régional, Commission Permanente, commissions sectorielles, réunions de travail ou événements justifiés), l' élu.e est remboursé.e des frais de restauration et d'hébergement sur justificatif de déplacement et de paiement, selon le barème prévu par le décret 2006-781 du 3 juillet 2006, hors mandat spécial.

Le Conseil Régional verse-t-il à l' élu.e une indemnité de présence forfaitaire de type jeton de présence ? NON

Le Conseil Régional met-il à la disposition de l' élu.e une enveloppe financière qu'il/elle gère individuellement pour mener des activités politiques connexes à son mandat (publications, colloques, communication, etc...) ? NON

Le Conseil Régional met-il à la disposition de l' élu.e une enveloppe financière pour couvrir ses frais généraux (activités en territoire, tenue d'une permanence d' élu.e, etc) ? NON

Le Conseil Régional met-il à la disposition de l' élu.e une enveloppe financière pour subventionner des organismes tiers ? NON

GRUPPE POLITIQUE

Le Conseil Régional met-il à la disposition du groupe politique auquel appartient l' élu.e, le cas échéant, une enveloppe financière gérée collectivement pour ses activités politiques extérieures à l'Assemblée (colloques, publications, activités en territoire, etc) ? NON

MOYENS MATERIELS

Le Conseil Régional met-il à disposition de l' élu.e dans ses bâtiments un espace de travail personnel ? NON

Le Conseil Régional met-il à disposition de l' élu.e un équipement technique personnel (ordinateur ou tablette) ? OUI, tableau 4g

L' élu.e bénéficie-t-il/elle de moyens de transports spécifiques pour réaliser des projets vers les divers lieux de réunion ? NON
 Un service de voitures avec chauffeur est accessible à la Présidente et aux Conseillers Régionaux portant mandats pour l'exercice de leurs activités régionales. Dans ce cas l' élu.e n'a droit à aucun remboursement de frais de déplacement.

Autres moyens matériels mis à disposition de l' élu.e ? Tablette

Le Conseil Régional met-il à disposition de l' élu.e des moyens de formation ? OUI

Accès à la formation des élus.e : La formation annuelle est répartie proportionnellement au nombre d' élus.e de chaque groupe politique. Le Conseil Régional accorde-t-il des avantages à l' élu.e (véhicule de fonction, appartement de fonction, hôtel à prix réduit, emport bagages à l'air comprimé, accès gratuit à certains transports publics, etc) ? NON

III Version 2025 pour l'année de référence 2024

GRUPPE POLITIQUE

Le Conseil Régional met-il à disposition un espace de travail collectif, dédié au groupe politique auquel appartient l' élu.e ? OUI

Le Conseil Régional met-il à disposition du groupe auquel appartient l' élu.e un équipement technique collectif (meuble de bureau, téléphones fixes, ordinateurs) ? OUI

Le Conseil Régional met-il à disposition du groupe auquel appartient l' élu.e des crédits pour les moyens matériels ? OUI

Montant des crédits pour les moyens matériels alloués au groupe d'appartenance, pour l'année concernée : 52 405,04 €

Montant consommé pour l'année concernée : 19 714,41 €
 Le reliquat est ré-affecté au budget du conseil régional

MOYENS HUMAINS

La Présidence, l'Exécutif régional, les membres de bureau de Commissions Sectorielles bénéficient de l'appui du cabinet de la Présidente et des services administratifs. L'organigramme de l'administration régionale est consultable sur : <http://www.region-occitanie.fr/organisation>

Le Conseil Régional met-il à la disposition du groupe politique auquel appartient l' élu.e une enveloppe financière pour l'embauche de personnel recruté par le Conseil Régional au service des élus.e du groupe ? OUI

Montant des crédits pour les moyens humains alloués au groupe d'appartenance, pour l'année concernée : 662 915,38 €

Montant consommé de ces crédits, pour l'année concernée : 582 918,04 €
 Le reliquat est ré-affecté au budget du conseil régional

AUTRES INFORMATIONS

Précisions complémentaires que souhaite déclarer l' élu relativement aux moyens financiers, matériels et humains mis à sa disposition

Je soussigné.e : BAYLE RÉGIS

certifie sur l'honneur que les informations portées au présent document sont sincères et véritables.

Fait à : ARRIGAS

Le : 1^{er} 06/2025

Signature

CNIL
 COMMISSION NATIONALE
 INFORMATIQUE & LIBERTES



Traitement des données à caractère personnel

Le traitement de données relatif aux déclarations de transparence des élus.e de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée est effectué conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2018 et au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques (RGPD). Les informations publiées, sont communiquées à des tiers dans le cadre des règles et dérogations légales relatives au secret professionnel. La Région Occitanie s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données collectées, et notamment empêcher qu'elles soient déformées ou endommagées.